



La Commune



La débâcle du Parti socialiste

Etat espagnol

La débâcle du parti socialiste aux élections régionales et municipales du 22 mai ne constitue que le préambule de sa probable défaite aux prochaines élections législatives de 2012, à moins que la crise aigüe de la situation politique et sociale oblige à les anticiper. Tout cela sur fond de révolte populaire qui s'exprime à travers les mobilisations des multiples plateformes de défense des libertés démocratiques réunies autour du mouvement du 15 mai.

Les résultats électoraux catastrophiques du parti socialiste sont les plus mauvais depuis la mort de Franco. Il perd en effet toutes les capitales de province, à l'exception de Saragosse, ainsi que les régions autonomes historiquement socialistes comme l'Andalousie ou l'Estrémadure qui tombent également aux mains des franquistes recyclés du Parti Populaire. Sa couverture de gauche, Izquierda Unida perd ses derniers bastions d'Andalousie, Cordoue notamment, qu'elle dirigeait depuis 1979, elle est réduite au rôle d'arbitre entre PP et PSOE comme dans la Communauté Autonome d'Estrémadure marchandant ses voix pour essayer de conserver quelques strapontins. Ajoutons à ce chapitre la perte de Barcelone, Vitoria et San Sébastien par les socialistes, cette dernière ville revenant à la nouvelle coalition indépendantiste Bildu qui a réussi à se présenter malgré toutes les tentatives pour empêcher sa légalisation. Au final les partis nationalistes basques, catalans, galiciens et canariens redeviennent les décideurs d'une possible convocation d'élections législatives anticipées.

Unité nationale

Le PP demande à Izquierda Unida, au PSOE ainsi qu'aux nationalistes catalans de Convergencia de mettre en oeuvre dans l'urgence les plans d'austérité, de privatisations du patrimoine de l'État et des services publics, de baisses des salaires et de licenciements massifs de contractuels, réclamés par les patrons, la Banque mondiale, l'Union Européenne et le FMI. La victoire

par défaut du Parti Populaire exige l'engagement à ses côtés de IU et du PSOE pour la mise en oeuvre des plans du FMI, alors qu'ils sont déjà aujourd'hui conspués par les masses lors des mobilisations pour les libertés démocratiques et contre les expulsions de locataires. C'est ainsi qu'à Barcelone, les députés PSC, ICV-IU ERC et PP, n'ont pu rentrer au Parlement catalan que sous la protection de la police autonome, à l'abri de la colère des masses dans les fourgons policiers, pour approuver le budget, présenté par Convergencia i Unio, qui consacre le démantèlement de la santé et de l'enseignement public, la baisse des salaires, les licenciements. A Madrid, le dirigeant de IU s'est fait bousculer et conspuer par une foule de manifestants mobilisés par la Plateforme contre les expulsions de locataires, sous les quolibets de "opportuniste" et de "tu ne nous représentes pas". Izquierda Unida tente, comme le PSOE et les ONG, de phagocyter le mouvement du 15 mai, prétendant le représenter aux Cortés, ce qui se traduit par un rejet spontané de la part du mouvement du 15 mai, qui se proclame en lutte pour une "Démocratie Réelle Maintenant".

Contre la classe ouvrière

La CEOE - les patrons, l'équivalent de notre MEDEF - cependant, essaie de mettre à profit les résultats des élections proclamant à travers ses porte paroles attitrés la nécessité urgente de procéder aux réformes du marché du travail, des retraites, de la négociation collective, ainsi qu'à des coupes claires dans les budgets des collectivités locales et de l'État, pressant José Luis Rodriguez Zapatero de les mener à terme au plus vite. Celui-ci avec l'aide des directions syndicales a promulgué les lois et décrets nécessaires à la mise en oeuvre des mesures d'austérité, gel des retraites et baisse des salaires des fonctionnaires et des contractuels, privatisation de l'AENA - gestion des aéroports - et du le patrimoine immobilier public. Quant à la loi sur les Conventions Collectives, il vient de décréter son application et cela sans l'accord officiel des partenaires sociaux, au moyen d'une " sentence arbitrale " qui donne entière satisfaction au capital sur les principaux sujets : flexibilité, suspension des conventions collectives - contrats à la carte - et les licenciements préventifs en cas de difficultés économiques prévisibles (sic).

La classe ouvrière de l'Etat espagnol n'a pas dit son dernier mot. Les mobilisations de la Puerta del Sol à Madrid et dans les principales villes de la péninsule ibérique indiquent le chemin que travailleurs et jeunes vont emprunter, les affrontements sont devant nous et la

monarchie héritière du franquisme sera
prise dans la tourmente.

Domingo Blaya, 18 juin 2011

Modifié le dimanche 11 septembre 2011

Voir aussi dans la catégorie État Espagnol



« L'irruption d'un mouvement de masse mené par la classe ouvrière est nécessaire

L'Espagne, tout comme la France, subit de plein fouet crise économique et épidémique. Quelle est la situation du pays, du point de vue économique, politique social, quatre ans après la... »



Où vont les Anticapitalistes de Podemos ?

Les anticapitalistes en Espagne sont, comme en France le NPA, issus de la crise du Secrétariat unifié 1 . Ce n'est qu'en 2014, après d'autres crises internes qu'ils ont intégré Podemos à... »



Pactes, corruption et lutte des classes

Les forces centrifuges ne cessent d'agiter l'État espagnol. Pour y faire face, les tribunaux de la monarchie tournent à plein régime, comme en Catalogne, où les affaires font la une des médias :... »



Institutions en crise et nationalités



Tout comme 2015, l'année 2016 s'achève dans la crise des institutions issues du franquisme. Les problèmes non résolus débouchent sur des Cortes croupions très polarisées, révélant... »



À l'épreuve du pacte P.P - P.S.O.E

À peine investi, grâce à l'appui du Partido socialista obrero español (PSOE), le gouvernement minoritaire du Partido Popular (PP) se dispose à faire les réformes exigées par l'Union... »



Crise de la Monarchie espagnole : La brèche

La crise politique de l'État espagnol monte d'un cran avec l'investiture du président sortant, Mariano Rajoy, grâce à l'abstention de soixante-huit députés du Parti socialiste ouvrier espagnol... »